

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 3 DECEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

Messmer et les manoeuvres électorales de la droite

Pierre Messmer qui a été nommé récemment par le RPR délégué national pour les D.O.M., s'est rendu en Guadeloupe où les Guillod, Moustache, Lacoma, Maximin et autres défenseurs de l'ordre colonial l'ont accueilli comme le messie.

Outre une série de réceptions dans les communes ayant un maire RPR, il a tenu jeudi soir un meeting où se trouvaient près de 400 personnes, venues à Pointe-à-Pitre par transports en commun, essentiellement d'Anse Bertrand et de Gosier.

Cette venue de Messmer se situe dans le cadre des prochaines élections législatives, où le RPR, si l'on s'en tient aux sondages, doit essayer de limiter les dégâts. Or, les sièges de députés qu'il possède "outre-mer" seront pour lui extrêmement importants dans une élection où comme en 1967, la majorité peut jouer à un siège près. Défendre les sinécures des Guillod, Petit et Sablé est donc un impératif pour le RPR.

Tel est donc l'objectif de la visite de Messmer : soutenir les candidats de son parti qui, dit-on, pourrait présenter Moustache, Lacoma et Maximin en mars prochain.

Cependant, on ne peut que douter de l'affirmation de France-Antilles selon laquelle "les Guadeloupéens attendent beaucoup de la visite de leur ancien ministre des DOM-TOM". En effet, ce que peut proposer Messmer est vraiment limité : pour ce qui est de la démagogie, le RPR est proprement virtuose en la matière. Et en ce qui concerne l'avenir politique de la Guadeloupe, la seule position qu'il puisse prendre est celle du maintien de l'ordre colonial, responsable du chômage et de la misère, et du règne sans partage des propriétaires fonciers et des magnats de l'import-export, défendus au besoin par les CRS. Cela ne saurait choquer Messmer, responsable en 1971 de la mort du jeune Ncuwet, tué à bout portant par une grenade, à F. de F.

GUADELOUPE

BEAUPORT: les travailleurs font grève contre les licenciements

Mercredi 30 novembre, les travailleurs de l'usine Beauport ont observé une journée de grève à l'appel de la section CGTG, pour protester contre le licenciement de 13 des leurs et le refus de la direction de leur payer un mois de chômage technique en mars dernier.

La grève a été totale : les employés de bureau avaient rejoint également le mouvement. Dès 7 heures, tous les ouvriers et employés avaient pris place devant les bureaux. Et lorsque Bernadac, directeur général de l'usine arriva, c'est face à des travailleurs mécontents qu'il se trouva.

Lui, d'habitude si arrogant, n'hésita pas une seconde pour accorder une entrevue aux responsables syndicaux.

Comme il fallait s'y attendre, cette entrevue ne déboucha sur rien de bien

positif. Le directeur annonça qu'il n'était pas en mesure de prendre une quelconque décision et qu'il devait s'en remettre à son conseil d'administration. Les responsables syndicaux lui accordèrent jusqu'au samedi 3 pour se prononcer et donner une réponse définitive.

C'est donc samedi que les travailleurs de Beauport sauront s'ils reprennent ou pas leur action.

Mais en cas de refus de la direction de leur donner satisfaction sur leurs deux principales revendications : réemploi de tous les licenciés et paiement intégral du mois de mars chômé, les ouvriers et employés se disent prêts à engager une grève illimitée cette fois-ci.

Les travailleurs de Beauport ont raison : seule la force fera plier les patrons de cette entreprise.

ACHETEZ LISEZ

COMBAT OUVRIER

MARTINIQUE

manifestation des étudiants à Fort-de-France

Samedi matin, les étudiants manifestaient dans les rues de Fort-de-France pour protester contre les difficultés d'ouverture de l'université et contre l'enseignement dispensé par le colonialisme français. Près d'un milliers de jeunes, essentiellement des étudiants, des lycéens et aussi des collégiens défilèrent dans les rues de la ville en scandant : "NON À UNE UNIVERSITÉ SOUS-DEVELOPPÉE", "L'UNIVERSITÉ AU SERVICE DES TRAVAILLEURS" etc...

Il est vrai que le dynamique cortège de jeunes avait de nombreuses raisons d'exprimer son mécontentement. Car l'enseignement dispensé aux Antilles est un enseignement au rabais. Si l'université n'a pas les moyens de fonctionner, seul le gouvernement colonialiste est responsable, car pour d'autres types de dépense : renforcement de la police et des armées, sans utilité pour la population, il trouve l'argent nécessaire.

FRANCE

SUCCES DU CONCERT POUR LUCIEN MELYON

Un concert organisé à la mémoire de Lucien Mélyon, le jeune guadeloupéen assassiné par un gros bras du service d'ordre, vient d'être organisé à Paris. Il rassembla près de 3000 jeunes. La somme recueillie servira à assurer les frais du procès de la défense de ce jeune victime du racisme.

Une action qui prouve que bon nombre de jeunes français et immigrés entendent s'opposer au racisme et prendre la défense de tous ceux qui en sont victimes.

Directeur de publication : M. E. 2020R
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
6^{ème} supplément au mensuel N° 81

LES MESURES ÉCONOMIQUES DU GOUVERNEMENT

CADEAU A PEU DE FRAIS POUR LES
CAPITALISTES.

Si l'on veut faire des remarques sur les mesures à caractères économiques prises par le récent conseil restreint des ministres consacré aux D.O.M., deux choses sautent aux yeux : tout d'abord le manque absolu de nouveauté, ensuite le fait que l'état dans son désir de faire des cadeaux aux capitalistes a cherché à dépenser le moins possible.

Ainsi les soi-disants mesures économiques sont pour une bonne part que les prolongations des mesures fiscales prises il y a bien longtemps de cela.

Comme par le passé, les capitalistes continuent à être exonérés d'impôts sur les bénéfices ou les capitaux investis sur place. Comme ces mesures n'avaient pas supprimé le chômage existant, il n'y a aucune chance qu'elles le fassent maintenant. Mais cela ne suffisait sans doute pas. Pour faire un petit quelque chose en plus, le gouvernement a promis de revoir la marge bénéficiaire de certains commerçants, notamment de ceux de la construction qui craignaient de voir leurs super-bénéfices réduits. L'amenagement Hardy qui prévoyait l'augmentation des taxes sur le rhum est supprimé, ce qui ne peut que réjouir un Bally par exemple. Pour couronner le tout, les droits de port seront majorés à Fort-de-France pour permettre la construction d'un quai pour les containers. Alors dans toute cette liste de cadeaux qui vient grossir les coffres forts des capitalistes sans qu'il en coûte rien à l'état, il faut vraiment une âme de bien-oui-oui majoritaire, comme l'est le député Camille PETIT pour dire "qu'il a été tenu compte du chômage".

Il est vrai que les départementalistes sont dressés à applaudir à tout ce que le gouvernement peut dire ou faire.

VIGNETTE AUTO

UN RACKET CONTRE LES AUTOMOBILISTES.

Les automobilistes de la Guadeloupe ont eu droit à un report de délai de 48 heures pour l'acquisition de la vignette. C'est donc à compter du lundi 5 décembre que ceux qui n'auront pas de vignette seront en infraction. Par ce geste, les représentants de l'administration coloniale veulent donner l'impression qu'ils sont capables de souplesse.

Mais au lieu de ce simple report, c'est carrément la vignette qu'il y aurait lieu de supprimer, car du point de vue de l'automobiliste, elle ne sert strictement à rien. Chaque année la vignette rapporte plusieurs milliards à l'état, 15 milliards selon l'INSEE. En Guadeloupe, Martinique nous ne pouvons avancer de chiffres, mais il est certain qu'elle fait entrer des sommes importantes. Pourtant les routes sont dans un état lamentable les fondrières se comptent par centaines et le résultat c'est qu'elles deviennent de plus en plus meurtrières. Alors nombreux sont les automobilistes qui se demandent où vont toutes ces sommes que rapporte la vignette.

LE SUICIDE DE ROGER ZAMI

L'histoire de Roger Zami c'est l'histoire de bien des sportifs guadeloupéens ou d'autres pays.

Car pour tous ceux qui ont eu une enfance pauvre ou qui ont côtoyé la misère et les privations qu'elle entraîne, le sport devient bien autre chose qu'un moyen de former des individus équilibrés physiquement et moralement.

Pour tous ceux-là, le sport c'est rien d'autre qu'un moyen pour sortir de l'anonymat, pour se faire sa place au soleil des riches.

Seulement s'ils sont nombreux les jeunes sportifs qui se hasardent dans cette voie là, bien peu sont ceux qui parviennent au but qu'ils se sont fixés.

Car si les possédants de cette société

sont prêts à utiliser au maximum le sport et les sportifs pour vendre leurs marchandises, ils ne sont par contre nullement disposés à se pousser un peu afin de laisser une part du gâteau à des jeunes ambitieux.

Et si le sport vient de perdre en la personne de Roger Zami un de ses représentants talentueux, c'est justement parce que ce jeune guadeloupéen, comme de nombreux autres avant lui s'engageront dans la même impasse, avait oublié que pour sortir vraiment de la misère, il n'existe pas de solution individuelle : la solution est collective et passe par le renversement de la société capitaliste/

LA DECENTRALISATION MANOEUVRE ÉLECTORALE DE GISCARD FACE A UNE GAUCHE TIMORÉE

Après l'annonce des "mesures" dites "importantes" prises par Giscard sur la décentralisation des D.O.M., la presse de droite et la radio télévision officielle font beaucoup d'efforts pour tenter d'intéresser le public à cette affaire. C'est très difficile tant il apparaît clairement qu'il s'agit de la part de Giscard d'une manoeuvre purement électorale. Celle-ci est destinée à couper l'herbe sous les pieds d'une partie de l'opposition. La volonté anti-colonialiste des socialistes en particulier, est suffisamment faible pour que certains vieux routiers socialistes, notables des communes par exemple trouvent leur compte dans les soi-disant mesures de décentralisation.

En tout cas l'intervention récente de Giscard a au moins un mérite, c'est celui de reconnaître que la fameuse "assimilation" dont on nous rebat quotidiennement les oreilles n'est pas si bonne que cela puisque périodiquement il faut soit "l'adapter", soit en faire disparaître "les séquelles du colonialisme" - c'est Giscard qui le disait en 74 à Basse-Terre. Aujourd'hui on "décentralise". La droite finalement donne raison à l'opposition qui depuis plusieurs dizaines d'années condamne le système actuel de départementalisation.

Le gouvernement fait depuis longtemps la sourde oreille. Il a des raisons d'agir ainsi. Après tout, la gauche, si elle condamne, ne s'attaque pas toute arme déployée au système colonial. Elle

mène un jeu de savant équilibre entre un anti-colonialisme modéré et finalement une volonté réelle de rester dans le cadre de l'état qui est le responsable de ce colonialisme. La gauche veut certaines prérogatives locales mais elle ne veut pas prendre la tête d'une lutte populaire débouchant sur la création d'un état indépendant. Et cela par peur d'être dépassée par le mouvement qu'elle aurait enclenché.

Avec de tels adversaires, Giscard ou un gouvernement de gauche en France - au ront beau jeu de payer les antillais de mots creux et de promesses vides.

FRANCE

ENCORE UN NOUVEAU CAS DE RACISME.

Le 10 novembre dernier, un jeune lycéen antillais était interpellé à Paris par un vigile alors qu'il visitait le salon de l'enfance. On fouilla son sac et le vigile déclara qu'il avait volé tout ce qui se trouvait dedans, dont deux billets de 100,00 f.

Un commissaire se rendit sur les lieux et le traita de voleur : "tu sais les arabes, on connaît..." dit-il au jeune. Paul, le jeune antillais fut conduit au bureau d'accueil et le commissaire téléphona aux parents. Le père du jeune homme confirma que ce que Paul avait dans son sac lui appartenait bien. Le changement de ton fut immédiat et le commissaire visiblement gêné se confondit en excuses.

Encore un nouvel exemple de racisme qui montre qu'en France la situation des immigrés tant arabes qu'antillais ou africains devient de plus en plus intolérable. Après la mort de Patrick Mirval, celle de Lucien Mélyon tous deux assassinés par des racistes, ce sont souvent des jeunes qui subissent vexations et humiliations de toutes sortes de la part de la police hargneuse et raciste.

REUNION

PUBLIQUE

JEUDI 8 DECEMBRE